

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

No 13
Nouvelle série
(No 269)
jeudi 22 mai 1975

Il y a cinq ans ...

UN APPEL HISTORIQUE DE MAO TSE-TOUNG

«Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs valets !». C'était le 20 mai 1970, il y a cinq ans, la déclaration solennelle du président Mao, alors que les impérialistes américains venaient d'envahir le Cambodge et s'en prenaient à l'Indochine tout entière ! Pendant cinq années, c'est sur cette ligne que les peuples du monde ont combattu car elle répondait aux nécessités de leur lutte, car elle était juste ; ils en ont fait une force matérielle irrésistible ; les peuples d'Indochine se sont étroitement unis, l'impérialisme US a été battu en Indochine, il a pris de rudes coups dans le monde entier et marque le pas. Cinq ans ont passé et la déclaration du 20 mai 1970 apparaît tout à fait juste, tout à fait conforme aux intérêts de la révolution mondiale. Brillante réaffirmation marxiste-léniniste de la confiance dans les masses populaires et dans la révolution, elle a porté un coup sévère aux thèses révisionnistes de capitulation de Krouchtchev, Brejnev et Cie sur la «guerre et la paix» et la «coexistence pacifique» sans principes avec l'impérialisme.

Pourtant, l'impérialisme américain n'est pas totalement abattu et les choses ont changé à l'échelle de la planète. Il y a aujourd'hui deux ennemis No 1 qui rivalisent pour dominer le monde, les États-Unis et l'URSS, et des deux, l'Union soviétique est le plus dangereux. Contre ces deux ennemis, les peuples du monde entier doivent aujourd'hui s'unir. S'en tenir aujourd'hui à l'unité contre l'impérialisme américain serait fermer les yeux devant la réalité, serait préserver notre ennemi le plus dangereux, car ce serait apporter de l'eau au moulin du social-impérialisme russe et de ses agents qui brandissent à tout va le drapeau anti-américain. Il faut réaliser aujourd'hui un large front uni contre les deux superpuissances à l'échelle mondiale. Voilà ce qui a changé.

Mais la déclaration de 1970 n'en est pas moins encore profondément actuelle dans son esprit.

«Aujourd'hui dans le monde, la tendance principale c'est la révolution». N'est-ce pas ce que confirment cinq années de combats révolutionnaires de par le monde, et la montée irrésistible du tiers monde sur la scène mondiale ?

«Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés». N'est-ce pas là une vérité chaque jour mieux comprise devant la rivalité de plus en plus acharnée des deux superpuissances qui conduit inévitablement à la guerre ?

«Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays»

Voilà ce que les faits ont largement prouvé en Indochine ces cinq dernières années ; mais s'agit-il d'une vérité proprement indochinoise ? D'autres peuples - et ce peuvent être les peuples européens, notre peuple, situé au cœur de la dispute des deux grands - se trouveront tôt ou tard agressés par l'une ou l'autre, et il y a bien des chances pour que l'agression vienne de l'Est. Ce que les peuples indochinois ont fait, les peuples européens peuvent-ils le faire ? Certains, profondément pessimistes, s'en tiennent aux apparences, s'effraient de la bombe atomique et sous-estiment l'esprit de résistance et les capacités combattives de notre peuple et des peuples européens. Les peuples d'Europe les ont prouvés il y a trente ans. S'ils suivent la voie tracée aujourd'hui par les communistes à l'échelle du monde, il les prouveront mieux encore, quelles que soient les difficultés et les épreuves.

Camille GRANOT

GREVE A AIR INTER

Le personnel d'Air Inter a décidé mercredi 21 mai au matin une grève renouvelable toutes les 24 heures pour exiger des augmentations de salaires.

PORTUGAL: LA RAISON DU COUP DE FORCE SOCIAL-FASCISTE CONTRE "REPUBLICA"

On apprenait hier les raisons qui ont amené les sociaux-fascistes à occuper le journal socialiste «Republica», à en séquestrer le directeur et les journalistes.

C'est parce que «Republica» a annoncé, en lui accordant l'importance que cela mérite, le retour de Chine d'une délégation du Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste). Les révisionnistes ne veulent pas que la presse parle de l'activité des marxistes-léninistes. Ils ont aussitôt exercé de fortes pressions sur «Republica» dont la rédaction a refusé de plier. C'est alors qu'ils ont eu recours à la force en emprisonnant les journalistes et en tentant de sortir un faux numéro de «Republica». Tout cela s'est achevé par un fiasco pour les révisionnistes qui se sont faits huer par plus de 10 000 personnes criant «Cunhal, nouveau Salazar !»

Non à la propagande pro-sociale-impérialiste à la télévision!

Les révisionnistes ne sont pas contents. Ils avaient prévu de faire passer hier soir un des leurs, soldat, sur les écrans de télévision afin d'y faire leur propagande pacifiste et pro-sociale-impérialiste. Il devait en particulier chercher à faire croire que la France n'a pas à se défendre face au social-impérialisme russe et qu'elle n'a pas à aider l'Allemagne dans sa défense nationale.

Fait inadmissible, les révisionnistes avaient obtenu l'accord d'un colonel pour passer sur les écrans, et malgré la décision du ministre des Armées s'y opposant, l'émission a malgré tout été enregistrée. C'est au dernier moment qu'à juste titre ces déclarations télévisées n'ont pas été diffusées. D'où la rage des agents du social-impérialisme ce matin.

PROCHAINE RENTREE DU FRANC DANS LE SERPENT MONETAIRE

Le ministre des Finances français, Fourcade, a annoncé hier à Bruxelles que le franc français pourra rentrer dans quelques semaines dans le «serpent» communautaire.

Le «serpent» en question, rappelons-le, fixe la limite des fluctuations d'une monnaie européenne par rapport aux autres monnaies de l'Europe de l'Ouest. Le maintien des différentes monnaies européennes dans ce «serpent» qui les lie est un pas dans l'union monétaire européenne et à ce titre elle constitue un fait positif que les deux superpuissances et notamment le social-impérialisme russe n'apprécient pas.

Matières premières: une liste des produits de base arrêtée

Créé lors du sommet d'Alger des pays non-alignés, le groupe intergouvernemental sur les matières premières a tenu sa quatrième session, rapporte notre confrère d'El Moudjahid. Celui-ci poursuit :

«Au terme de quatre jours de délibérations laborieuses, le groupe des non-alignés a arrêté une liste de produits de base pour lesquels il serait possible de former des associations de producteurs-exportateurs et souligne dans un rapport, l'importance primordiale que présentent la formation de telles associations ainsi que la consolidation et l'élargissement de celles qui existent ou en voie de l'être, en tant qu'expression de notre détermination à prendre notre destin en mains, à sauvegarder nos intérêts communs et à assurer notre développement avec nos propres ressources.

«Indéniablement, les recommandations du sommet d'Alger et de la conférence de Dakar sont en voie de mise en œuvre, grâce à la ténacité et à la ponctualité de travail du groupe mandaté à leur donner suite. Il nous faut cependant veiller avec vigilance aux offres tactiques des pays nantis qui cherchent à nous détourner de nos objectifs, à semer la division dans nos rangs et à empêcher à tout prix la formation d'un front uni des pays producteurs de matières premières. La dernière conférence de la CNUCED sur le programme intégré des produits de base nous a laissé cette leçon.»

C'est là une nouvelle manifestation de la volonté des pays du tiers monde d'aller de l'avant dans la lutte pour un nouvel ordre économique international.

GUADELOUPE

Des luttes sans précédent

De grandes luttes ont secoué la Guadeloupe en ce début de 1975 de janvier à avril ; notre journal en a été l'écho ; nous y revenons aujourd'hui vu leur richesse et leur importance pour le peuple guadeloupéen.

A la fin de 1975, ouvriers et paysans du secteur de la canne à sucre organisés au sein de l'UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens) et UPG (Union des paysans guadeloupéens) avaient mis au point leurs revendications les plus pressantes :

— 5 % d'augmentation des salaires, suppression du SMAG (qui n'existe plus en France), 40 heures dans l'agriculture pour les ouvriers ;

— règlement du prix de la tonne de canne pour 1974, fixation du prix pour 1975 sur la base du prix de revient.

«PAS DE COUPE», tel a été le mot d'ordre de l'UGTG, de l'UPG et de l'UTA, dans une première phase de la lutte de mi-janvier au 3 mars. Tout alors a été fait pour briser la grève : des travailleurs haïtiens ont été transplantés pour travailler sous la surveillance des militaires et des «képis rouges». Le 3 mars, les patrons usiniers lâchent 2,5 % ; les révisionnistes disent d'accord... mais les travailleurs, l'UGTG, l'UPG, et l'UTA refusent...

Mais il y a une certaine lassitude ; et tandis que les travailleurs reprennent, une intense campagne de propagande se développe ; un prêtre, Chérubin Céleste, entame une grève de la faim qui entraîne de nouvelles forces dans la lutte (MRJC, JOC,...). Bientôt, «l'affaire de la canne» devient une affaire d'ampleur nationale ; à Lamentin, des femmes chrétiennes entrent en action ; des petits transporteurs se solidarisent ; des enseignants



Manifestants pendant la grève

également. Un large mouvement de soutien aux travailleurs de la canne avance dans tout le pays.

Le 3 avril, les patrons acceptent un certain nombre de revendications ; mais deux travailleurs de l'UTA sont agressés et arrêtés ; une nouvelle grève aboutit enfin à imposer aux usiniers les revendications principales, notamment 5 % d'augmentation pour les ouvriers et paiement de 80 % du prix de la récolte tous les 14 jours pour les petits planteurs (au lieu de 60 %).

Le bilan est largement positif à tous égards. Jamais un tel mouvement n'a rassemblé autant de travailleurs en Guadeloupe ces dernières années ; pour la première fois des femmes guadeloupéennes y ont largement participé et ont célébré le 8 mars ; les organisations de jeunesse ont été particulièrement actives également.

Jamais non plus les révisionnistes du P<C>G et de la CGTG n'ont été si bien démasqués, dans tout le pays. De nombreux militants de base du P<C>G et de la CGTG se sont joints au mouvement encourageant des sanctions de leurs directions ; les dirigeants révisionnistes ont subi de graves revers, dénoncés dans tous les tracts : «personnages à double face» ou «couteaux à double lame», voilà comment on les appelle là-bas pour dévoiler leur collaboration avec les patrons-usiniers.

Enfin, à travers ces luttes la conscience nationale a grandi de par tout le pays. Jamais un premier mai n'a été si puissant ni si politique en Guadeloupe. Voilà les excellentes nouvelles qui nous viennent de là-bas et dont nous nous réjouissons de tout cœur !

Hanoi a célébré la victoire

Le 15 mai, plus de 700 000 habitants de Hanoi se sont rassemblés pour célébrer la victoire.

A cette occasion, Le Duan, premier secrétaire du Comité central du Parti des travailleurs du Vietnam, après avoir exalté le président Ho Chi Minh et analysé le sens de la victoire, a tracé les grandes lignes du Vietnam de demain :

«Avec la victoire de la guerre patriotique contre l'agression américaine s'ouvre une nouvelle page d'histoire extrêmement exaltante de notre nation. Une tâche nouvelle particulièrement grande et qui soulève l'enthousiasme de nous tous attend les 45 millions de nos compatriotes, c'est d'accomplir pleinement le testament du grand Ho Chi Minh :

«Que tout notre parti, tout notre peuple s'unissent étroitement et fassent tous leurs efforts pour édifier un Vietnam pacifique, réunifié, indépendant, démocratique et prospère et contribuer à la révolution mondiale.»

Mettons-nous à la besogne pour ouvrir, par le travail créateur, au progrès et à la prospérité de notre pays, au bien-être et au bonheur de notre peuple.

Que nos compatriotes du Nord intensifient la construction du socialisme ! Que nos compatriotes

du Sud unissent leurs efforts dans l'édification au Sud Vietnam d'un beau régime national et démocratique, d'une économie nationale et démocratique prospère, d'une culture nationale, démocratique, progressiste et saine. Dans l'esprit de réconciliation et de concorde nationales, notre peuple s'est montré clément à l'égard de tous ceux qui s'étaient égarés et qui sont revenus au droit chemin, sans égard à leur passé.

Ayant consenti de lourds sacrifices pour conquérir la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social, le peuple vietnamien se tient fermement au coude à coude avec tous les autres peuples du monde pour défendre la paix, lutter infatigablement pour l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social, développer ses relations amicales avec tous les autres pays sur la base de l'égalité, du respect réciproque, des avantages mutuels et de la coexistence pacifique.»

Un défilé a suivi ce rassemblement. La population de Hanoi en habits de fête agitaient des bouquets multicolores et des drapeaux. Des chants et des danses ont salué la victoire.

(Nous reviendrons dans un prochain numéro sur les fêtes de la victoire à «Saigon - Ho Chi Minh Ville».)

PENURIE ALIMENTAIRE EN POLOGNE

Il y a plusieurs semaines le premier ministre polonais Jaroszewicz a prononcé un discours à Varsovie qui en dit long sur les difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires de la Pologne.

Selon lui, pas de produits laitiers car les conditions climatiques sont «mauvaises» et limitation de la production des produits riches en matières grasses car dit-il «nous n'avons pas d'autre issues...». Selon lui, le Bureau politique et le gouvernement polonais auraient pris des «décisions indispensables et efficaces» pour faire face à la crise. Entre autres mesures c'est améliorer le rachat du lait par l'état afin de liquider «les perturbations dans les fournitures de beurre, de fromage blanc et autres fromages». Et il en appelle aux femmes polonaises «nous comptons sur votre compréhension et votre patience au moment où nous avons à traverser une période difficile de difficultés» tout en versant quelques larmes de crocodiles... «bien que nous sachions combien de peine, de souci et de perte de temps vous causent ces difficultés alimentaires».

Jaroszewicz ne ménage pas sa démagogie mais les travailleurs polonais ne sont pas dupes. Ils ont compris la cause de leurs maux, le social-impérialisme russe qui met la Pologne sous sa botte et ses valets Gierak, Jaroszewicz et autres... A plusieurs reprises ils ont manifesté devant des magasins où il n'y avait plus de viande...

Dépêches

SUD-LIBAN

Le 13 mai à 3heures 30, des unités d'artillerie libanaises ont tiré sur deux hélicoptères israéliens qui avaient pénétré dans l'espace aérien du Liban, et les ont obligés à prendre la fuite.

Le 14 mai, à 0heure 30, les troupes sionistes ont tenté de s'infiltrer dans les environs d'Aita-Chaab, au sud du Liban. Les unités d'artillerie libanaises ont lancé immédiatement une contre-attaque et repoussé l'ennemi. A 2heures environ, quatre patrouilles ennemies circulant sur la route longeant la frontière libanaise ont pénétré en territoire libanais, mais ont été forcés de se retirer sous le feu de l'artillerie libanaise.

GRANDE-BRETAGNE

Brynmor John, sous-secrétaire d'Etat britannique à la défense s'est déclaré inquiet de l'activité de l'aviation et de la marine soviétique dans les régions de la mer du Nord, indiquant notamment :

«Chaque semaine, même en temps de paix, des avions de reconnaissance à grand rayon d'action de l'Union soviétique sont poursuivis, interceptés et forcés à rebrousser chemin lorsqu'ils tentent de pénétrer dans l'espace aérien du royaume uni. Nombre de ces interceptions ont eu lieu au nord-est de l'Ecosse. Nous avons les moyens de faire face à tout agresseur éventuel.»

Il a révélé qu'en avril dernier, des navires soviétiques se sont approchés des installations pétrolières en mer du Nord où ils ont procédé à des observations continues.

BAGDAD

La 8ème conférence de la Fédération Générale des femmes arabes s'est tenue du 10 au 13 mai à Bagdad, appelant dans une déclaration :

«Les forces révolutionnaires et progressistes dans le monde à continuer de soutenir le peuple arabe palestinien en lutte pour obtenir ses droits légitimes dont le droit à l'auto-détermination sur son territoire.» et soulignant également l'émancipation et le progrès des femmes se sont étroitement liés à la liberté et au progrès de leurs peuples et nations.»

ABONNEZ-VOUS
A L'HUMANITE ROUGE

VENOT-PIC (ONNAING)

157 travailleurs menacés de licenciement

En 1968, fermeture de l'usine Venot de Pont sur Sambre. Un service de cars de ramassage est organisé pour venir travailler à celle d'Onnaing.

La « crise » chez Venot s'est déclenchée en 1967 suite à la liquidation des Houillères. Cette usine occupait alors 1 700 personnes dont 1 000 ouvriers à la fabrication.

À la même époque, la bourgeoisie au pouvoir met à jour son plan de liquidation des mines du Nord et du Pas de Calais. Or cette usine métallurgique travaillait à 90 % pour les mines et seulement à 10 % pour l'étranger, notamment les pays de l'Est. La famille Venot gérait son usine de père en fils jusqu'à la mort du dernier Emile (82 ans).

ACTUELLEMENT l'usine survit presque au jour le jour et suscite les convoitises de plusieurs trusts métallurgiques. Or la bourgeoisie industrielle regarde de plus en plus vers l'Est

pour essayer de surmonter la crise. Il y a environ 450 ouvriers qualifiés (chaudronniers, soudeurs, ajusteurs, etc.) et 5 00 employés (bureaux d'études).

PRODUCTION ACTUELLE :

— Construction métalliques pour Fos sur Mer et Dunkerque (mais des commandes au compte-gouttes).

— Quelques commandes pour l'Europe de l'Est, l'Italie et la Yougoslavie.

— Crise et menace de fermeture complète du bureau d'études (les clients fournissent les plans).

— Fin 73 une firme allemande voulait acquérir cette usine mais en supprimant les bureaux d'études (Échec).

Début 75, Babcock-Fives-Lille, achète Venot-Pic à 98 %.

PROJET (probable mais non encore vérifié) du nouveau patron :

Ne conserver en tout et pour tout que 200 ouvriers ! Cela ferait la bagatelle de 800 licenciements!!!

DEUX FAITS.

— En 1974, une cinquantaine d'ouvriers ont été licenciés et une trentaine mis en retraite anticipée, MALGRE LES « RODOMONTADES » du PS, du P«C»F et de certains délégués de l'usine. (Nous y reviendrons).

— Le 9 avril 1975, le comité d'entreprise a été informé officiellement de la décision prise depuis plusieurs mois par le comité central d'entreprise, décision de licencier 157 ouvriers et employés.

Signalons que les directions syndicales de l'usine et le pseudo-comité de l'emploi (cartel d'élus du P«C»F-PS) sont parfaitement au courant de la liste des licenciés mais continuent de se taire car tout ce beau monde a peur de ne plus contrôler une telle situation. Ces messieurs espèrent s'en tirer à bon compte comme en 1974, en faisant quelques articles ronflants, quelques défilés-bidon, quelques réunions où les mêmes salopards expliqueront qu'il faut patienter, qu'on n'y peut pas grand chose et stopperont toutes les questions de la salle. Ainsi la pillule serait avalée et on continuerait comme avant. Mais ils se trompent lourdement.

LES TRAHISONS REVISIONNISTES ET REFORMISTES.

Pourquoi lors de la réunion du « comité de l'emploi » du 7 avril y avait-il si peu d'ouvriers de Venot ?

Ils savent qu'il ne sort jamais rien des petits discours des bonzes.

En fait aucune proposition d'action concrète ne fut faite pour l'usine, dans l'usine, et à Onnaing. Pourquoi n'y a-t-il pas eu pratiquement de débat ?

Parce que les bonzes ont peur des idées des ouvriers de Venot !

Le comité de « défense » de l'emploi fait avaler la pillule du chômage ! Il s'inquiète avant tout du « commerce local » et non du travail pour les ouvriers, s'inquiète de la perte des ressources pour les « finances communales » (municipalité d'« gauche » oblige !).

Il défile périodiquement chez le sous-prefet pour rien ou pour la photo dans le journal !

Et comme le dit un communiqué local du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF) :

« Une seule chose intéresse ces gens-là : GARDER LA PLACE AUX PROCHAINES ELECTIONS ET SI POSSIBLE LE PROGRAMME COMMUN AU GOUVERNEMENT. Ce n'est pas un comité de défense de l'emploi mais un comité de LICENCIEMENT. IL VOUS TROMPE (...) »

QUE FAIRE ALORS ?

Se décourager un peu plus ? Chercher du travail ailleurs ? Donner la direction de votre lutte au COMITE de « défense » de l'emploi ? Croire aux 90 % du salaire pendant un an ? NON.

ORGANISEZ VOUS, VOUS MEME, AVEC LES DELEGUES HONNETES.

COMPTEZ AVANT TOUT SUR VOUS MEME SUR VOTRE ACTION A ONNAING, DANS VOTRE USINE. (personne ne peut à votre place défendre votre emploi...)

Osez dénoncer ouvertement, publiquement, tous vos faux amis.

Pour faire échec au plan patronal et aux manœuvres révisionnistes, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine, le mercredi 14 mai.

Soutenons leur juste lutte contre tout licenciement !

Balayons les traîtres à la classe ouvrière !

LE CARRIER ROUGE No2

Non aux licenciements

Récemment, il y a eu 35 licenciements chez Fevré, Dervillé et aux Marbres Français.

Plusieurs travailleurs ont été mis à la retraite forcée, donc beaucoup moins rémunérée.

Dans beaucoup de chantiers, les horaires ont été diminués de huit heures par semaine, ce qui occasionne de graves réductions de salaire et annonce de proches licenciements.

Le secteur du bâtiment n'échappe pas à la crise actuelle du capitalisme. La pierre ne se vend pas, les stocks s'accumulent dans les carrières et dans les usines, les patrons licencient.

Qu'ont fait le P«C»F et la CGT pour combattre les licenciements ?

RIEN. Pourquoi ? Essayons de comprendre. Où se manifestent d'ordinaire le P«C»F et sa courroie de transmission, la CGT ? Dans les comités d'entreprise qui sont des organismes de collaboration de classe. Certains syndicalistes CGT par leur activité au sein des comités d'entreprise ont acquis aujourd'hui des postes de responsabilité importants dans la gestion des entreprises. Que font les cégétistes du P«C»F dans ces comités ? Ils organisent les fêtes de fin d'année, préparent les « cadeaux » aux enfants des ouvriers ou encore comme il y a peu, font une quête pour le départ en retraite du directeur !!!

On peut imaginer ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir...

Non, la classe ouvrière ne désire ni recevoir d'« aumônes » ni faire des cadeaux au patron. Ainsi le P«C»F trompe les ouvriers, leur fait oublier la juste lutte classe contre classe.

D'autre part c'est au sein de ces comités d'entreprise que se préparent les licenciements. Tous ensemble, cégétistes et patron licencient. Il ne faut donc pas s'étonner du silence du P«C»F et de la CGT.

Cette trahison des intérêts du prolétariat n'est pas le fait d'erreurs locales. Elle correspond à la ligne politique du P«C»F définie dans ses congrès, proposée dans le programme commun.

Marchais l'a dit et répété : « Le programme commun n'est pas le socialisme ». Il suffit de regarder faire le P«C»F pour en être persuadé.

Comité de diffusion
de l'Humanité Rouge
du Bassin Carrier

CLERMONT-FERRAND

Grève à la Société Métallurgique de Cerzat

Au mois de février dernier le PDG de SMG (trust Péchiney) faisait payer les conséquences de la crise aux travailleurs en réduisant les horaires de 43 heures 75 à 40 heures avec diminution de salaire (200 F environ en moins par mois).

Les marxistes-léninistes de SMG appelaient alors à la lutte résolue pour les 40 heures sans diminution de salaire et la suppression de la prime de production, dont le caractère d'exploitation intensive apparaissait plus clairement avec la diminution d'horaires.

Deux lignes s'affrontaient alors dans la section CGT (seul syndicat de l'usine) : une ligne offensive reprenant les positions des marxistes-léninistes et une ligne révisionniste de collaboration de classe et de conciliation. Un délégué de la CGT disait même qu'il fallait s'estimer heureux parce que dans d'autres boîtes on en était à 36 heures.

La CGT maîtresse demandait aussi la réduction d'horaires à 40 heures et le patron saisissant l'occasion acceptait bien vite. Un délégué du Comité d'entreprise se réjouissait à cette occasion que l'union soit réalisée.

Mais à l'annonce du passage cette fois-ci de 40 heures à 36 heures avec diminution de salaire encore pour le mois de mai, la véritable unité de ouvriers dans la lutte va se réaliser. Le délégué syndical CGT membre du P«C»F ne peut s'opposer ouvertement à la volonté de lutte des travailleurs et la section CGT décide une grève de deux heures par jour.

Les marxistes-léninistes de SMG en distribuant un tract appellent à répondre au durcissement de la direction par un durcissement de la grève.

Encore une fois le délégué syndical CGT dit que ne voulant pas lutter résolument ne peut pas s'y opposer et mardi 13 mai les travailleurs de SMG se massent devant la porte de l'usine et décident huit heures de grève au lieu de deux heures. Le délégué syndical CGT essaie de proposer le retour aux deux heures pour mercredi mais la grande majorité des grévistes reconduit la grève huit heures et une manifestation dans Gerzat pour populariser la grève.

Les ouvriers de SMG imposent leurs revendications qui sont :

— 0,70 d'augmentation de l'heure.

— Pas de salaire inférieur à 1 200 F net

— Intégration de la prime de production au salaire.

— Pas de licenciements, Du travail pour tous.

Correspondant H. R. Clermont.

APRES LA VISITE DE TENG SIAO-PING

LA HARGNE DES SOCIAUX-IMPERIALISTES

L'agence Tasse s'en prend à Chirac, celui-ci ayant affirmé qu'il y avait «convergence de vues» entre la France et la Chine à propos de l'Europe. Les sociaux-impérialistes montrent ainsi leur hargne en voyant se resserrer les liens entre la France et la Chine. Ce qui contrecarre leurs ambitions c'est de voir les pays européens renforcer leur cohésion et la Chine les encourager dans ce sens. Leur rêve serait de voir une Europe divisée, c'est-à-dire facile à agresser, isolée du tiers monde et de la Chine en particulier. En attaquant ainsi Chirac ils visent à exercer des pressions sur le gouvernement français afin de l'amener à ne pas oser agir en faveur de l'unité européenne et avec la Chine. Lorsque le gouvernement français prend des positions claires, les sociaux-impérialistes changent leur sourire mielleux en menaces, afin de s'opposer à ce qu'il pratique une politique d'indépendance nationale.

Certains commentaires du ministre des Affaires Étrangères, Sauvagnargues, ne peuvent que les encourager dans ce sens. Celui-ci a en effet déclaré : «Je note d'ailleurs que le

côté chinois a manifesté quelques doutes sur cette politique (de détente fondée sur le dialogue avec l'URSS), mais cela ne nous trouble pas plus que les critiques soviétiques. Nous poursuivons ainsi notre ligne, qui est de coopérer avec tous les puissants de ce monde.»

C'est là mettre sur le même plan les relations avec la Chine et celles avec l'URSS. Mais il est clair qu'elles sont de natures différentes. Dans ses relations avec la France, le social-impérialisme russe cherche à compromettre l'indépendance nationale de la France. Ses paroles sont contraires à ses actes, ceux-ci consistant à préparer l'agression militaire en Europe. C'est bien là la raison pour laquelle il s'oppose à l'union des pays d'Europe.

La Chine quant à elle soutient la volonté d'indépendance de la France et c'est pourquoi elle soutient l'Europe. Les propos de Sauvagnargues seront compris par le social-impérialisme comme visant à le rassurer, comme étant le résultat de ses pressions. Il ne peut en tirer qu'un encouragement.

AU LYCEE DE NOISY-LE-SEC, LES REVISIONNISTES

« A L'OFFENSIVE » CONTRE LES GREVISTES

Dans notre lycée, la rentrée 1975 s'annonce catastrophique. Devant cette situation, les professeurs réunis en Assemblée générale ont décidé une grève des effectifs.

Cette grève a le mérite d'attirer l'attention sur les problèmes principaux qui se posent chez les enseignants : les conditions de travail (25 élèves par classe), et l'emploi (titularisation des auxiliaires).

Les révisionnistes n'ont pas participé à cette action : ils préfèrent les grèves-vacances de 24 h, sur une plateforme revendicative fourre-tout qui ne s'intéresse qu'aux

privilegiés et laisse de côté les auxiliaires.

Mieux, ils ont osé tirer un tract tout entier consacré à attaquer les grévistes, accusés d'être des «gauchistes» qui «méprisent le travail syndical», et surtout qui n'acceptent pas le «Programme commun» !

On voit ici le vrai visage des révisionnistes : quand se développe une lutte qu'ils ne maîtrisent pas, ils n'y participent pas et même ils l'attaquent de front, en utilisant démagogiquement les difficultés et les quelques insuffisances qui peuvent se produire dans le cours de l'action.

Les marxistes-léninistes du lycée ont saisi cette excellente occasion pour expliquer à tous la vraie nature du parti de Marchais-Leroy : un parti qui cherche à maîtriser la classe ouvrière et le peuple, un parti social-fasciste. Un parti qui développe chez les enseignants une propagande démagogique sur des thèmes comme «un sous-marin nucléaire : tant de lycées», au moment où Brejnev, lui, accumule les armements, au mépris des intérêts des peuples soviétiques !

Nous avons ainsi montré que ce parti trahit la nation comme il trahit les luttes revendicatives les plus élémentaires, et que les luttes actuelles, pour l'indépendance nationale ou les revendications ne peuvent se mener que si l'on lutte contre le révisionnisme du P.C.F. Les communistes marxistes-léninistes du lycée de Noisy-le-Sec Seine-Saint-Denis

DEUX PRESSES DEUX MONDES

«Cet argent n'est pas celui des puissants. Il est symbolique des seules ressources dont bénéficie notre journal, les ressources des travailleurs : des simples gens.»

Devinez de quel journal il s'agit ?

De l'«Humanité... blanche» ! En effet, les révisionnistes se vantent d'avoir reçu deux chèques de 1 000 F, l'une d'une personne modeste de 80 ans, et l'autre d'un travailleur du Havre. Il est vraiment cynique d'insister sur le fait que des pauvres gens «se saignent les veines» pour financer l'«Humanité», alors que, comme tout le monde le sait, ce journal est subventionné ouvertement par la bourgeoisie : que ce soit par la publicité des capitalistes, ou par la subvention de 120 millions d'anciens francs accordée par le gouvernement à la presse révisionniste.

Mais quelle est donc l'information qui voisine, dans l'«Humanité» du 14.5.75, avec ce couplet «émouvant» sur «les petits sous» des travailleurs ? Sans honte, le plumitif révisionniste se réjouit de «l'aide exceptionnelle de 60 millions de

francs» accordée par le gouvernement à la presse bourgeoise, quotidienne et hebdomadaire. Jetés par-dessus bord, les grands principes revendiqués dans les colonnes voisines ! L'argent n'a pas d'odeur, pour messieurs les révisionnistes ; et l'article de conclure : «... la dotation aurait dû être de 200 millions, et non pas de 60 seulement». Et bien sûr, ces messieurs ne disent mot des sommes que leur versent leurs maîtres sociaux-impérialistes.

Quant à «L'Humanité rouge» quotidienne, le seul argent dont elle vive est celui de milliers de travailleurs, de gens du peuple. C'est là notre fierté et la preuve que les intérêts que nous servons sont ceux du peuple travailleur.

La vie de notre journal n'en est que plus difficile, et voilà pourquoi, lecteurs et camarades, nous vous appelons une fois de plus à renforcer la souscription pour que soit gagnée la bataille de notre quotidien.

EN AVANT POUR
20 MILLIONS
LE 1ER JUILLET !

LUTTONS POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT

En deux ans, l'Association choisir-MLAC de Lyon a enregistré 10 000 demandes d'interruption de grossesse et en a pratiqué 6 000. C'est dire le rôle que cette association a joué sur la région lyonnaise.

Aujourd'hui, et depuis trois semaines, elle ne pratique plus d'avortements, et ses deux centres d'orthogénie sont fermés. Leur décision, les médecins et militants de l'association l'expliquent ainsi : «La propagande du gouvernement a laissé croire qu'avec la loi Veil, le problème de l'avortement était réglé : il n'en est rien... En cessant de pratiquer des avortements, nous voulons dénoncer ce que le gouvernement veut nous faire faire : servir de palliatif à cette loi qui reste inappliquée. Il faut maintenant que la population réagisse pour que l'avortement soit pris en charge à l'hôpital.»

C'est en effet, la loi Veil n'est qu'un chiffon de papier. Nombre de témoignages le prouvent, la situation des femmes désirant avorter n'a que peu changé par rapport à ce qu'elle était avant décembre 1974. Le tapage qui est fait dans la presse autour de la publication des textes de la nouvelle loi dans le Journal Officiel ne vise qu'à camoufler la réalité qui est souvent comparable à celle que décrit ce témoignage sur l'hôpital de Valenciennes :

«Depuis quelque temps sous la pression des nouvelles idées et des luttes en France des femmes, des chefs de service toléraient chaque semaine des avortements, appliquant en quelque sorte la loi Veil... avant les décrets d'application. Les femmes de la région se le disaient... Fini ou presque l'avortement clandestin où la femme peut mourir.

«Cependant, les fanatiques de l'ordre moral, un instant pris de court se regroupent et n'hésitent pas à exercer sur les infirmières, les anesthésistes, les internes, etc. un chantage odieux pour empêcher tout avortement, pour refuser la mise en place du service prévu par la loi Veil.

«Le slogan n'a pas changé : "avorter, c'est tuer", "laissez-les vivre", "ça n'arrive qu'aux putains !". Pas d'avancement pour le personnel qui voudrait s'entêter à rendre service aux femmes. Une propagande insidieuse, vieille comme le monde, mais forte comme l'habitude, la tradition, essaie avec un certain succès de culpabiliser les femmes de service qui aident d'autres femmes. Avant, après autour des avortés, l'atmosphère hypocrite et semi-grivoise est entretenue en guise de dissuasion pour un prochain tour et de punition. On regarde leurs maris comme des bêtes curieuses. On espère bien qu'ils garderont un goût très amer du séjour.»

GILBERT MURY EST DECÉDÉ

«Le Monde» du 20 mai a annoncé le décès de Gilbert Mury survenu le 15 mai 1975.

Les obsèques du défunt ont eu lieu au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.

Nous présentons nos condoléances à l'Association des amitiés franco-albanaises, dont Gilbert Mury était secrétaire général.

L'HISTOIRE POUR QUOI FAIRE ?

C'est sur ce thème global que se réunira en fin de semaine, les 24 et 25 mai de 10 heures à 19 heures, un large forum préparé depuis quelques mois à l'initiative d'universitaires, parmi lesquels M. Jean Chesneaux.

Plus d'une douzaine de thèmes de discussion ont été retenus par des commissions de travail, dont plusieurs semblent d'un intérêt certain :

- la guerre d'Algérie fait-elle partie de notre histoire ?
- les luttes nationales du tiers monde et leur ancrage dans le passé ;
- histoire et engagement révolutionnaire ;
- la crise de l'histoire à l'école ;
- les femmes et l'histoire ;
- histoire et cinéma, etc...

Ce forum se tiendra à l'Institut d'anglais Charles V, 8-10 Rue Charles V, Paris 4ème (métro : Saint Paul et Sully Morland).